

## L'investissement responsable au rendez-vous de la compétitivité

[Eric Jansen](#) | Le 16/12 à 07:00

L'investissement responsable progresse rapidement en France. L'« impact investing » est dynamisé par le fait que les entreprises qui mesurent leur RSE se révèlent plus performantes.

Cette année plus que jamais, [investissement socialement responsable](#) (ISR) rime avec responsabilité sociétale des entreprises (RSE) et lutte contre le réchauffement climatique. COP21 oblige. Il y a urgence. En témoigne la ville de Pékin qui a dû déclencher sa première alerte rouge en raison de l'extrême pollution atmosphérique, incitant ses habitants à rester chez eux... « *Pour bon nombre d'acteurs financiers, le risque climatique et la RSE font désormais partie de la panoplie d'indicateurs extra-financiers à prendre en compte dans la gestion des actifs, constate Grégoire Cousté, délégué général du Forum de l'investissement responsable (FIR). Il y a une raison à cela : les entreprises RSE ont des chances d'être mieux gérées et donc durables. Voire de surperformer par rapport à leur secteur. Plus fiables, elles sont alors susceptibles d'être sélectionnées dans les appels d'offres internationaux les plus exigeants.* »

### Taux de progression de 31 %

Pour sa part, bien qu'encore timide, la mobilisation des institutions est néanmoins en marche. Pour preuve, le conseil de stabilité financière du G20 est en train de modéliser le [risque systémique](#) du changement climatique. [Fonds de pension](#) pour la Californie, [fonds souverain](#) pour la Norvège... certains Etats vont déjà jusqu'à bannir le charbon de leurs classes d'actifs.

En France, les investisseurs prennent les devants, assureurs en tête avec deux tiers des encours d'ISR sur un total de 222,9 milliards d'euros en 2014, selon une étude de Novethic. Le taux de progression est surtout énorme : 31 % par rapport à 2013 ! Désinvestissement (3.711 milliards d'euros), engagement actionnarial (32 % avec 11.087 milliards), investissements verts (3.324 milliards) et décarbonation des portefeuilles (20.431 milliards) sont, au niveau international, leurs leviers d'action.

### L'empreinte carbone des portefeuilles

La première étape consiste à mesurer l'impact des investissements sur le changement climatique, c'est-à-dire l'empreinte carbone des portefeuilles. Il faut dire que, dans le cadre du Montreal Carbon Pledge de septembre 2014, 132 investisseurs internationaux se sont engagés aujourd'hui à la mesurer pour des actifs s'élevant à 9.445 milliards d'euros (+ 10 % en trois mois), dans la

perspective de la COP21, d'après Novethic. Si les pionniers étaient plutôt des investisseurs éthiques de petite taille, les fonds de pension montent en puissance (+ 55 % en trois mois). Sur les 166 recensés, ils sont 33 % de plus en 3 mois à désinvestir les énergies fossiles avec des volumes d'actifs de 38 milliards d'euros chacun en moyenne !

### **Le secteur des agences de notation s'industrialise**

D'ailleurs, le calcul de l'empreinte carbone des portefeuilles se banalise au sein des services d'analyse proposés aux investisseurs. Notons que 80 % des évaluations d'empreinte carbone des portefeuilles d'actifs sont réalisées par Trucost et South Pole Carbon. Ces agences sont de plus en plus concurrencées par des agences de notation extra-financière généralistes à portée internationale comme GMI [Ratings](#), Inrate, MSCI-ESG Research, oekom research, Sustainalytics. « *Les agences de notation extra-financière ont acquis leurs lettres de noblesse. Ce secteur s'est industrialisé. Et même si chaque investisseur est responsable des méthodes qu'il choisit, beaucoup d'acteurs français de grande taille travaillent avec 2 agences* », remarque Grégoire Cousté. Ajoutons les fournisseurs de données extra-financières comme Asset4-Thomson Reuters, Bloomberg ou RepRisk. Ombre au tableau : les méthodes de calcul et d'évaluation RSE ne sont pas standardisées. Chacun fait un peu comme il le veut. Du coup, cela pénalise la comparaison.

Il n'empêche, toujours selon Novethic, 364 investisseurs représentant plus de 20.400 milliards d'euros d'actifs déclarent vouloir investir dans le financement de l'économie verte. Bien qu'il soit difficile d'avoir une vision consolidée de la traduction concrète de ces annonces, certains investisseurs livrent leurs thématiques de prédilection : les énergies renouvelables (28 %), les « green bonds » (17 %) et l'efficacité énergétique (14 %). « *Dans les 3 à 10 ans à venir, l'ISR pourrait peser 10 % des actifs gérés dans le monde, estime une gestionnaire Actions d'un [fonds ISR](#) de 6 milliards d'euros d'encours. Désormais, les fonds ISR sont perçus comme plus performants.* »

Erick Hess, Les Echos